



Les documents d'Aschkel et Gad

L'invention de la Palestine, instrument de stigmatisation du peuple juif

par Sacha Bergheim

L'histoire palestinienne est une construction *ex nihilo* entièrement orientée par l'objectif d'anéantissement du judaïsme en Israel.

Le schéma récurrent selon lequel la victime (juive) serait devenue bourreau de la victime (palestinienne), illustre cette *politique systématique de substitution historique* qui sera reprise à grande échelle par de nombreux d'intellectuels en mal de reconnaissance ou de conformisme.

Affirmer la nature démocratique du régime communiste de Corée du Nord tient lieu de provocation. Railler et dénigrer toute parole israélienne, seule démocratie pluraliste du Moyen-Orient, est cependant devenu un lieu commun parce qu'elle est mise en contrepoint d'une *authenticité* brute, individualisée à l'extrême, dont l'écho médiatique complaisamment diffusé entretient l'inflation visuelle.

La récente parution dans le journal suédois "Aftonbladet" d'un article rappelant les pires heures de l'antisémitisme européen, témoigne de ce processus de construction d'une *contre-mémoire militante*, faisant pièce à celle de la Shoah, accusée d'une visibilité exclusive. Son auteur avouera avoir écrit sous l'influence de « témoignages » qu'ils n'avait cru déontologiquement utile de vérifier. Et le « journaliste » de s'étonner de la réaction *disproportionnée* des autorités juives et israéliennes indignées : tous les jours on publie des articles de ce genre, se justifiait-il.

L'imaginaire du conflit arabo-israélien place le « réfugié palestinien » au sommet d'une *hiérarchie victimaire* fondant une volonté acharnée d'*uniformisation* du discours de *propagande* anti-israélien.

Or, l'usage formaté du *témoignage* se heurte chez ses propres promoteurs à d'éloquents contradictions, que les diffuseurs de second rang ne discernent plus, par pur parti-pris idéologique.

Ainsi, la *réinvention de l'histoire*, sous l'égide de la figure du « réfugié palestinien » constitue la pierre angulaire d'une guerre médiatique acculant l'Etat d'Israël à la position définitive de l'accusé.

Dans ce jeu d'ombre de la guerre des mots et des idées, Edward Saïd, intellectuel américain défenseur d'une thèse contestée sur l'orientalisme, et Mahmoud Darwich, poète auto-proclamé du « peuple palestinien », jouent le rôle de portes-parole apolitiques d'une mythologie impérialiste qui ne dit pas son non, où l'identité victimaire forgée de toute pièce devient par leur intermédiaire un *instrument de contestation morale* du droit à la liberté et à la souveraineté du peuple juif.

◆ Edward Saïd, l'oubli des origines

Américain d'origine arabe, Edward Saïd s'est toujours présenté comme la victime d'un nettoyage ethnique qui aurait été mené volontairement et cyniquement par les Juifs d'Israël et qui l'aurait conduit à un exil forcé et douloureux. (par exemple : Edward Saïd, *Fifty Years in the Wilderness: A State of Dispossession and Violence*, *The Guardian* du 2 mai 1998)

Les deux premiers termes de la mythologie historique « palestinienne » sont d'emblée présents dans la description par Saïd de son vécu :

- d'une part, la représentation systématique de l'adversaire juif comme dénué de toute émotion, de toute humanité, essentialisé dans la violence gratuite et injuste : c'est l'image du soldat (juif) opposée à l'enfant (arabe),
- d'autre part, le pathos individuel exacerbé, lié au souvenir (en l'occurrence, de sa prétendue « vieille maison magnifique » de Jerusalem, dont on sait aujourd'hui qu'il n'y a jamais vécu comme il le prétendait), et à la douleur de l'expulsion au profit d'« occupants » (ce sera Martin Buber qui incarnera pour Saïd ce personnage fantasmé) : c'est la caricature du colon (juif), incarnant la prédation, opposée au vieillard (arabe), incarnant la mémoire.

La figure du « réfugié » a pour finalité de maintenir vivace la perspective d'un retour d'exil, et inversement, de déterritorialiser toute revendication juive réduite à une occupation.

Toutefois, l'affabulation pathétique d'Edward Saïd sur son passé ne fonctionne que par le crédit total et irréversible accordé au témoignage « palestinien » (et indirectement au fait que de telles déclarations ne sont pas vérifiées).

En d'autres termes, il s'agit d'un cas évident de désinformation à laquelle succombent la plupart des médias occidentaux, que cela soit par pusillanimité, par crainte des représailles

des militants et régimes arabes, par facilité, voire même par conformisme.

L'édifice saïdien s'effrite dès qu'on s'y intéresse de plus près avec objectivité.

Ainsi, il affirme avoir vécu à Jérusalem de 1935, sa date de naissance, à 1947, son « expulsion » et son « exil forcé » coïncidant avec la naissance d'un *Etat juif libéré de la sujétion* tant occidentale qu'orientale.

Les études reconnues internationalement du juriste Justus Weiner ont levé le voile les mensonges d'Edward Saïd :

- non seulement il n'a pas vécu son enfance à Jérusalem mais *en Egypte*, au Caire où son père avait emménagé dès 1923 ;
- son « exil » s'avère en réalité un départ forcé *datant de...1952*, date de l'arrivée au pouvoir des nationalistes égyptiens ;
- ses « privations » font référence à la perte de la prospère entreprise paternelle, la Standard Stationary Company, *nationalisée par Nasser*.

Si une partie de sa famille (une de ses tantes, mais en aucun cas son père) a effectivement possédé une maison à Jerusalem, rue Brenner, elle n'a pas été occupée par Martin Buber comme il l'affirmera, mais c'est la famille du philosophe qui sera expulsée en 1942 d'un des logements qu'il louait dans la maison de la rue Brenner.

C'est paradoxalement un représentant de la bourgeoisie aisée arabe cairote qui deviendra l'icône d'intellectuels de gauche, en particulier appartenant aux *subaltern studies*, dont l'objectivité sélective a privilégié la version politique et militante d'Edward Saïd à sa réalité.

◆ Mahmoud Darwich, la dissimulation du politique

L'identification forcenée à la figure du « réfugié » comme *instrument de délégitimation* de l'existence d'Israel anime aussi Mahmoud Darwich que certains ont été jusqu'à dépeindre comme le chantre de la « souffrance » du « peuple palestinien ».

La biographie officielle et complaisante place inmanquablement la thématique de l'exil au centre de son « vécu ». La nostalgie de la terre d'origine, mais cette fois-ci poétisée, transcrivant un visuel émotionnel centré autour de l'olivier.

Le motif de la rupture avec le merveilleux de l'enfance (qui s'avère totalement mensonger chez Saïd) est complété par l'identification artificielle du « peuple et de sa terre », dont le corollaire immédiat est la violence (juive), au terme d'une reconstruction romantique qui passe par un *rééchelonnement historique* où la *mythologie palestinienne supplante le travail de mémoire et de deuil* consécutif à l'Holocauste.

Néanmoins, la vie de Darwich ne correspond pas à celle d'un exilé trouvant dans l'écriture l'exutoire d'une nostalgie surchargée, c'est celle d'un *militant politique radical*, membre de l'exécutif de l'OLP, dont, il faut le rappeler, l'objectif sans cesse réaffirmé est la destruction irréversible de la présence juive, présentée comme restauration d'une possession exclusive de la terre.

Cette facette du militant politique radical se trouve effacée. Il ne subsiste que le fantôme de l'exil dont l'acte fondateur serait la nakba. Mais que dit Darwich de l'exil ?

Dans la très politique et très orientée "Revue d'études palestiniennes" d'Elias Sanbar, Mahmoud Darwich décrit lui-même la *responsabilité arabe* dans le départ de sa famille :

« **On avait à l'époque commandé aux Palestiniens de quitter** leur patrie pour ne point gêner le déroulement des opérations militaires qui devaient durer quelques jours et nous permettre de réintégrer rapidement nos maisons. Mes parents découvrirent bien vite que ces promesses n'étaient que rêves ou illusions » (Entretien: En marge du transitoire, Revue d'études palestiniennes, 10-hiver 1984).

On remarquera avec attention l'usage politique de l'*euphémisme*, puisque le « déroulement des opérations militaires » (en contradiction avec la résolution du 27/11/1947 de l'ONU) était destiné, selon les objectifs revendiqués du secrétaire de la Ligue Arabe Azzam Pacha (l'appel au massacre), à procéder à une purification ethnique de toute population juive de l'ensemble de la Palestine mandataire.

L'accusation d'une expulsion forcée des « Palestiniens » s'effondre face à la présentation qu'en donne Darwich, et que confirmera le dirigeant palestinien actuel, déclarant en 1976 que « **les armées arabes ont forcé les Palestiniens à quitter leurs maisons** » (Mahmoud Abbas, *Filastin at-thawra*, mars 1976).

En 1994, Darwich ira jusqu'à présenter son « séjour au Liban » comme « une villégiature » (Paul Giniewski, Le "droit au retour" des réfugiés palestiniens ?, *Rivista du Studi Politici Internazionali* n°242)

De façon tout aussi précise, *le Monde* du 21 avril 1951 rappelait que « pour comprendre les origines de ce problème terrifiant, il est nécessaire de se reporter à l'époque de la lutte, en 1948. On peut poser mille fois la question de savoir pourquoi ces gens ont quitté leurs foyers de Palestine, on obtiendra mille réponses différentes. **Certains ne voulaient pas vivre dans un Etat juif. Beaucoup plus nombreux sont ceux qui sont partis parce qu'on leur avait dit que c'était pour quelques jours**, quelques semaines au plus, et **qu'ils reviendraient avec les armées arabes triomphantes** : ils travaillaient comme ouvriers agricoles chez des propriétaires arabes, **et n'avaient fait qu'obéir, comme toujours, aux ordres de leurs supérieurs.** »

Par un recours diversifié du « témoignage », c'est tout l'édifice victimaire qui se trouve dès lors contesté, et à partir de là, la répartition des champs de responsabilité qui doit être reprise.

Subsiste toutefois l'acharnement à présenter la *fable* des réfugiés, en réalité des **déplacés** arabes, comme l'effet d'une cause unique, là où un ensemble de facteurs seraient à prendre en compte.

L'appel sous-jacent à l'assassinat collectif du peuple juif qui trouve toujours dans le monde musulman un écho cautionné par des sources religieuses, se sert de la question des réfugiés comme prétexte illustrant le but ultime : l'anéantissement de l'Etat juif par la conquête militaire.

◆ Une idéologie de la négation

Si l'on s'attarde de plus près à la structure même de la *reconstruction politique du passé* chez Saïd ou Darwich, on remarquera que se dessine ainsi en creux un portrait, mais inversé et démonisé, de l'identité juive.

Ce portrait peut être présenté schématiquement de la façon suivante :

- la destruction du second Temple est remplacée par la Nakba ;
- la dispersion du peuple juif dans le monde est remplacée par la thématique du réfugié ;
- l'aliyah (« l'an prochain à Jérusalem ») est remplacée par le prétendu « droit au retour » (inexistant au regard du droit international et des résolutions de l'ONU) ;
- la restauration d'un Etat autonome et libre (juif) est réduite à un processus de dépossession (des Arabes de Palestine) donc illégitime (cette illégitimité sera brocardée dans les médias sous la forme d'une « faute originelle » de l'Etat d'Israel) ;
- l'émancipation (juive) mettant fin à des siècles de persécutions dans le monde arabo-musulman est dénaturée (le mythe de l'âge d'or andalou) et reléguée au rang de privation d'identité (arabe) : c'est l'accusation morale d'un avilissement volontaire et généralisé des Arabes « citoyens de seconde zone », miroir déformé du statut de *dhimmi* ;
- le nettoyage ethnique mené par la Jordanie (créant artificiellement le problème de *Jerusalem-est*, comprendre, *la partie de la ville dont les Juifs ont été expulsés*) ou par les pays arabes à partir de 1948, est rayé des lignes de l'histoire officielle, au profit unique d'un verdict définitif, le prétendu « nettoyage ethnique » de la Palestine arabe par des « envahisseurs » sans aucun lien supposé avec la terre (on aurait alors des raisons de se demander pourquoi prendre possession d'une terre qu'aucun lien ne rattacherait à l'histoire juive).
- l'Holocauste est systématiquement dévalorisée et relativisée au profit de la victimisation palestinienne incarnée dans les « camps » de réfugiés ou dans le « mur », sans parler du slogan écoeurant du « génocide palestinien », seul au monde à avoir pour effet l'augmentation exponentielle de la population palestinienne.

Le « témoignage » a pour but de concentrer en lui l'ensemble des caractéristiques politiques de la guerre menée par les Etats arabes contre le pays d'Israel, ce qui conduit à la mise en place d'un procédé d'inversion et de mise au ban du peuple juif, que l'on peut résumer ainsi :

- les réalisations du sionisme (c'est-à-dire dès avant 1948), comme le défrichement du pays, le reboisement de régions entières, l'assèchement des marais où sévissait le paludisme, la mise en culture du pays sans aucun équipement moderne, attestent d'un lien indéfectible avec la terre et s'opposent frontalement à l'idée d'une volonté d'appropriation, elles sont en revanche ignorées au motif d'une antériorité de la présence arabe, quand bien même à ce jeu-là, la continuité de la présence juive dans l'histoire de la terre d'Israel serait bien plus légitime ;

- ces réalisations sont ensuite réinvesties par l'imaginaire d'inspiration marxiste avec comme effet le postulat romantique d'un terre prospère (arabe) visée par l'avidité capitaliste (juive). Exit également le grand propriétaire terrien arabe de Damas vendant des terres incultes à prix d'or aux pionniers juifs et la misère des hameaux de fellahs arabes.

- l'amélioration sans commune mesure du niveau de vie des Arabes israéliens en comparaison des pays voisins est systématiquement présentée comme une discrimination, l'effet d'une prédation coloniale, ce qui aurait pour conséquence (totalement imaginaire pour qui écoute la voix des médecins, universitaires, avocats, entrepreneurs, hommes politiques arabes...) deux statuts, celui de l'autochtone (privé de ses droits) et du colon (s'adjuvant l'ensemble des profit).

- l'indépendance juive depuis 1948, sous la forme l'exercice de la souveraineté politique sur un territoire donné dans les strictes limites du droit international est réduite sans preuve à un plan supposé d'expulsion mené *manu militari* par des forces militaires (juives), en omettant sciemment de mentionner le refus arabe de toutes les résolutions de l'ONU, dont la première créant dès 1948 un Etat arabe.

Qu'il y ait eu déplacement de populations ou perte de revenus pour certains, comme le rappellent pathologiquement les cas Darwich ou Saïd, cela ne fait aucun doute, pas plus qu'il est indubitable qu'il y a eu purification ethnique dans le monde arabe envers les minorités juives dont la présence remontait bien avant la conquête islamique.

Cependant, les implications de ces faits n'ont pas la même portée historique selon qu'ils abondent dans le sens de l'idéologie victimaire dominante, revers de la même médaille d'une *stigmatisation du judaïsme*. La judéophobie prend ainsi appui sur *la revendication à l'émancipation, dont le sionisme est l'archétype contemporain*, afin de réinstaurer une *nouvelle négation* de l'identité juive.

C'est pour cela que la « défense » culturelle palestinienne peut s'incarner dans l'anéantissement volontaire des racines culturelles du judaïsme, sans que les chancelleries ne réagissent : j'en veux pour exemples la destruction du tombeau de Joseph, l'incendie de l'antique synagogue de Jéricho le 12 octobre 2000, la destruction des vestiges du Temple dans les fondations du Mont du Temple (esplanade des Mosquées) témoignages éclatants d'une présence et d'une histoire juive liée intrinsèquement à la terre d'Israel.

Le négationnisme acharné de la mémoire arabe peut ainsi être analysé comme l'objectif et l'effet d'un processus de reprise dénaturée de la thématique du déracinement juif, à la différence qu'en aucune façon la pensée juive en exil ne s'est forgée en négation de l'altérité.

Puisque la Shoah avait, temporairement, invalidé pour de larges pans de l'opinion publique la mise au ban du judaïsme comme éternel accusé, la figure de « réfugié », institutionnalisé et pérennisé sous l'égide de l'ONU, offre alors un nouveau motif de stigmatisation, et par conséquent tant la *réinstauration d'un déracinement juif* renouvelé du point de vue occidental, que *l'abolition existentiel* de l'irrédentisme juif du point de vue arabo-musulman.

« Cette vulgate de la culpabilité d'Israël est à ce point enracinée dans les médias, les consciences, les idéologies que le rappel du réel et de l'histoire a perdu toute efficacité. Remarquons, néanmoins, la nature dialectique de cette idéologie : si Israël est coupable, les Juifs sont centralement invoqués pour démontrer l'excellence du modèle d'alliance des civilisations, comme l'élément clef de l'entente des « Trois religions ». En fait, l'accusation Israël comme l'invention d'un âge d'or de l'alliance des civilisations dans l'Espagne de la conquête musulmane – malgré leurs conséquences bien réelles dans l'ordre de la politique et de la culture que ce dossier analyse – sont autant de leurre qui contribuent à dépolitiser l'enjeu de la rivalité entre le monde arabo-islamique et l'Union européenne. » (éditorial de Shmuel Trigano de la revue *Controverses* : « la politisation de la culture », nov. 2008).

Sacha Bergheim © — février 2010